

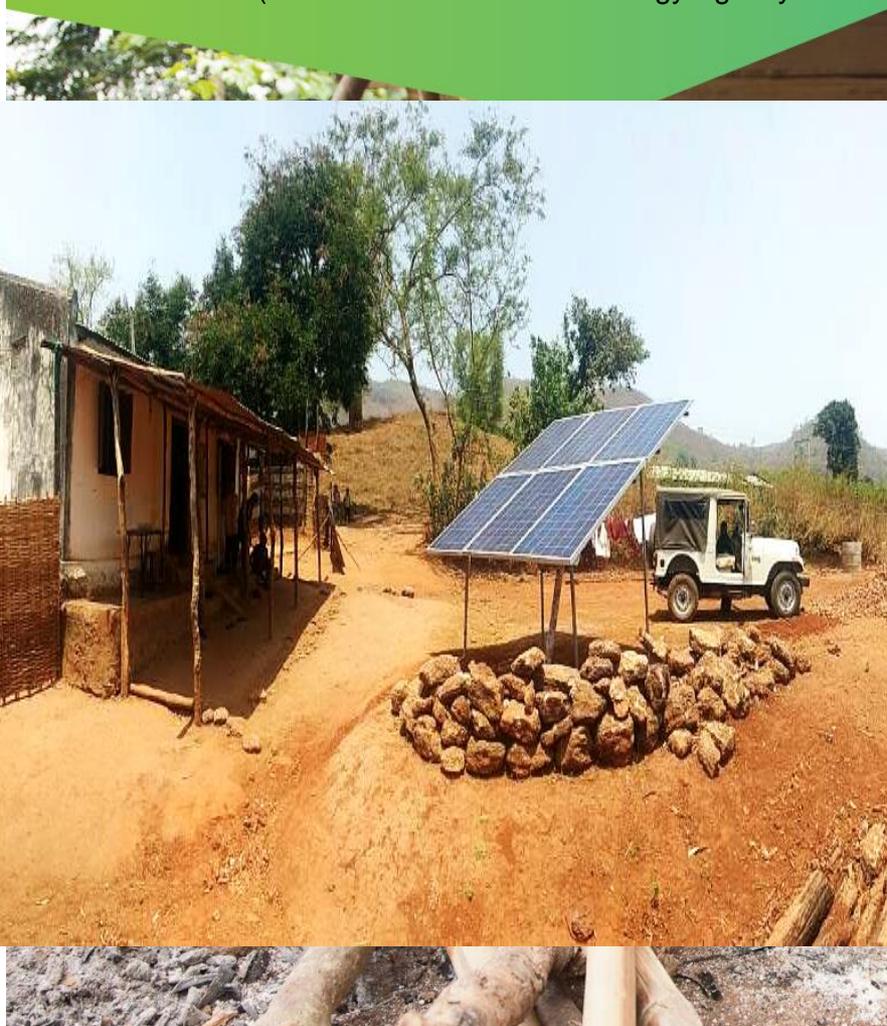
Rapport de la Réunion

# Dialogue des Partenaires sur L'Energie Renouvelable et la Cuisson Propre pour les Pays de l'Union du Fleuve Mano

**Date:** Mercredi 7 Avril 2021

**Organisateurs :** Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano et le Réseau de Liaison pour l'Energie (The Energy Nexus Network -TENN)

**Hôte:** Virtuellement abrité par l'Agence International pour l'Energie Renouvelable (International Renewable Energy Agency-IRENA)



## Les Partenaires



## Bref Aperçu de la Réunion

Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano, en collaboration avec le Réseau de Liaison pour l'Energie(The Energy Nexus Network-TENN), a organisé le dialogue des parties prenantes sur les énergies renouvelables et la solution pour une cuisson propre.

L'événement a réuni le Secrétaire général de l'Union du Fleuve Mano (UFM), le PDG de TENN, le Directeur général adjoint de l'IRENA, des parlementaires et des points focaux des ministères de l'Énergie des États membres de l'UFM (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone), des décideurs, des universitaires, des représentants d'entreprises du secteur privé travaillant dans le domaine des énergies renouvelables et de la cuisson propre.

À la fin de l'événement, des actions pour accélérer les efforts sur la mise en œuvre de mesures conjointes pour l'harmonisation des dispositions législatives et institutionnelles pour l'élaboration d'une stratégie sous-régionale commune sur les énergies renouvelables et les solutions de cuisson propre pour la sous-région UFM ont été convenues.

## Table des Matières

### Résumé de l'Evènements

### Bref Aperçu de l'Union du Fleuve Mano (UFM)

### Contexte

### Objectif (General et Spécifique)

### Déroulement de l'Evènement

- Discours de Bienvenue
- Début de la Réunion
- Discours d'Ouverture

**Session I** - Développement du marché des énergies renouvelables au sein de l'UFM

**Session II** - Accroissement de l'accès aux services de cuisine de l'énergétique moderne

**Session III** - Mobilisation de l'action politique pour une transition vers l'Energie Renouvelable et la Cuisine Propre

### Clôture

### Perspectives

### Agenda de la Réunion

### Références

GUINEA

SIERRA  
LEONE

COTE  
D'IVOIRE

LIBERIA

## Contexte de la Réunion

Accroître l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne, est essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). L'énergie est un catalyseur pour le développement socio-économique compte tenu de son rôle important dans la facilitation de la croissance économique et du bien-être social. Cependant, selon le rapport sur l'état d'avancement des travaux en matière d'énergie, 2,8 milliards de personnes sont incapables d'utiliser une énergie moderne et propre pour la cuisson. Rien qu'en Afrique subsaharienne, plus de 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et environ 900 millions n'ont pas accès à des solutions de cuisson propres.

Le manque actuel d'accès à une énergie moderne fiable et abordable ralentit la croissance économique et affecte sérieusement la prestation de services dans de nombreux secteurs de développement, notamment la santé, l'éducation et la production/transformation alimentaire. Avec une croissance démographique importante et une urbanisation massive, les gouvernements de la région sont soumis à une pression énorme pour atteindre la croissance économique, fournir des emplois et des services sociaux et en même temps atteindre les objectifs de changement climatique. Par conséquent, les décisions sur les sources d'énergie pour répondre à tous ces besoins, détermineront la transformation économique et la prospérité de la région, avec de graves implications sur le changement climatique, qui a déjà un impact disproportionné sur la région bien qu'il représente moins de 4 % des émissions de GES, et seulement 2 % des missions mondiales de CO2 liées à l'énergie. Dans ce contexte, le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano (MRU), en collaboration avec The Energy Nexus Network (TENN), a décidé de travailler avec les États membres de l'UFM (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone) sur une initiative sous-régionale visant à soutenir le développement du secteur des énergies renouvelables et relever les défis de la cuisson propre. L'initiative a abouti à la première « Conférence multipartite de haut niveau sur les énergies renouvelables et la cuisine propre pour l'Union du fleuve Mano » qui s'est tenue à Freetown-Sierra Leone les 18 et 19 novembre 2019.

Les participants à la conférence comprenaient des hauts fonctionnaires (ministres de l'Énergie, parlementaires et praticiens du secteur privé des énergies renouvelables) des États membres de l'UFM et une pléthore de partenaires au développement.

Les partenaires de la première conférence l'UFM (UFM-I) sur les énergies renouvelables et la cuisine propre, comprenaient, les ministères de l'Énergie des États membres de l'Union, USAID-Power Africa, Global Renewables Congress/World Future-GRC/WFC ; CEREEC ; Tony Blair Institute-TBI, Hivos et Energia, avec le soutien à la coordination fourni par le Cabinet de Consultation ILEM.

S'appuyant sur les résultats de l'UFM-I et reconnaissant le rôle que joue l'accès à l'énergie dans le développement socio-économique, TENN a travaillé avec le secrétariat de l'UFM pour mobiliser le soutien de plusieurs partenaires afin d'accélérer l'action sur les énergies renouvelables et les solutions de cuisson propre. Cela nécessiterait de soutenir une étude de faisabilité sur la formulation d'un plan d'action intégré sur les énergies renouvelables pour une stratégie commune sur les énergies renouvelables et les solutions de cuisson propre pour la sous-région de l'UFM.

En raison de la pandémie de COVID-9 en cours, l'événement dont le présent rapport retrace le déroulement, a eu lieu virtuellement le mercredi 7 avril 2021, abrité par l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA). Il y a eu environ 70 participants actifs (conférenciers et discutant) avec plus de 300 participants écoutant les sessions de l'événement.

## Aperçu de l'Union du Fleuve Mano (l'UFM)



L'Union du fleuve Mano (MRU) est une institution intergouvernementale composée de quatre pays : la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. L'Organisation vise à renforcer la capacité des États membres à **intégrer leurs économies et à coordonner les programmes de développement** dans les domaines de la consolidation de la paix, comme préalable à tout développement, promotion du commerce, développement de l'industrie, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources naturelles, des transports et des télécommunications, affaires monétaires et financières; en bref, **tous les aspects de la vie économique et sociale des États Membres**.

Créée le 3 octobre 1973 à travers la signature de la déclaration de Malema, par le président William Tolbert Junior de la République du Liberia et le président Dr. Siaka Stevens de la République de la Sierra Leone, l'UFM en tant qu'organisation intergouvernementale est née. L'Union s'est élargie par l'adhésion de la République de Guinée et de la République de Côte d'Ivoire, respectivement le 25 octobre 1980 et le 15 mai 2008.

En mai 2008, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union ont pris la décision de relancer l'Union. Le Secrétariat de l'UFM a donc été mandaté par le Sommet de mai 2008 pour **poursuivre la relance, la croissance, le développement socio-économique et l'intégration de la sous-région dans le cadre de quatre piliers**, à savoir la revitalisation et la restructuration institutionnelle, en mettant l'accent sur le Secrétariat de l'Union et le secteur public de États membres notamment la paix et la sécurité ; le développement économique et l'intégration régionale ; et le développement social. Ces dernières années, le Secrétariat de l'UFM a fait de l'interconnexion énergétique régionale CLSG un projet prioritaire. Le Secrétariat de l'UFM est situé à Freetown, en Sierra Leone.

## Objectif de l'Évènement

**Objectif Général:** S'appuyant sur les résultats de la première conférence UFM sur l'énergie renouvelable et la cuisine propre, l'objectif de l'évènement était de faire preuve d'un solide leadership pour améliorer le secteur des énergies renouvelables et accélérer l'action pour des mesures conjointes sur le développement des énergies renouvelables, y compris des solutions de cuisson propre dans le sous-région de l'Union du fleuve Mano.

**Objectifs Spécifiques:** Les objectifs spécifiques suivants ont été poursuivis pendant l'évènement:

- i. *Informar les États membres et les partenaires des progrès accomplis par rapport aux consignes de la déclaration de Freetown sur l'énergie depuis la Conférence multipartite de haut niveau sur les énergies renouvelables et la cuisine propre UFM-I.*
- ii. *Explorer les programmes de soutien pour accélérer l'action sur la transition énergétique dans la sous-région MRU.*
- iii. *Discuter de la proposition d'une étude sous-régionale sur les énergies renouvelables et les solutions de cuisson propre*
- iv. *Déterminer les approches optimales et les modalités de financement des partenaires pour entreprendre l'étude.*

## Déroulement de l'Évènement

### • Overture

**Modérateur:** **Hon. Dr. Kandeh K. Yumkella**,  
Fondateur et PDG de The  
Energy Nexus Network-TENN



Le Dr. Kandeh K. Yumkella a informé les participants du travail effectué après la conférence UFM-I, sur les énergies renouvelables et la cuisine propre, tenue à Freetown en 2019. Il a également remercié les partenaires organisateurs de la conférence et le secrétariat de l'UFM, pour sa collaboration constructive avec TENN afin d'engager des parlementaires, des dirigeants politiques et des experts en énergie des États membres de l'UFM dans les discussions sur les voies permettant de libérer le potentiel énergétique de la sous-région de l'UFM avec les ressources énergétiques renouvelables existantes. De plus, il a mis en relief certaines des analyses effectuées, après la réunion UFM-I, respectivement par la Banque mondiale et le programme GIZ EnDev. Il a réitéré que les résultats de ces analyses préliminaires sous-tendaient la nécessité de mener une étude approfondie dans la région pour apprécier l'état des lieux et les besoins en énergies renouvelables et en solutions de cuisson propre. D'où la nécessité d'informer les partenaires et les États membres de l'UFM des travaux effectués pendant COVID-19.

Il a conclu ses remarques introductives en rappelant les trois différentes sessions de la réunion, à savoir:

**1ere Session** - Le développement du marché des énergies renouvelables au sein de l'UFM; **2eme Session** - L'accroissement de l'accès aux services de cuisine de l'énergie moderne; **3eme Session** - La mobilisation de l'action politique pour une transition vers l'Energie Renouvelable et la Cuisine Propre. Le Dr. Yumkella a souligné la nécessité d'une politique stratégique dans le processus de planification du développement des États membres de l'UFM pour parvenir à l'accès à l'énergie et à une solution de cuisson propre. Il a salué la présence de tous les représentants et chefs d'organisations à la réunion et a présenté la Secrétaire générale de l'UFM pour son mot de bienvenue.

**Most de Bienvenue:** **L'Ambassadrice Medina A. Wesseh**,  
Secrétaire General de  
l'Union du Fleuve (UFM)



L'Ambassadrice Medina Wesseh a souhaité la bienvenue aux dignitaires présents à la réunion notamment, l'Honorable Bärbel Hohn,

représentante spéciale de l'Energie en Afrique, Ministère Fédérale Allemand du Développement Economique et de la Coopération; **Mme Gauri Singh**, Directrice Générale Adjointe de l'IRENA; Mme Yabei Zhang du Groupe Banque Mondiale. Elle a également salué et souhaite la bienvenue aux **honoraux parlementaires/sénateurs** de même que les **personnes focales pour l'énergie des Etats Membres de l'UFM**, et les **représentants des partenaires internationaux** (Global Renewable Congress; Climat Parlement; Trafigura; Global LPG Partnership; Programme de GIZ/EnDev; et Loughborough University).

L'Ambassadrice Wesseh a noté que malgré l'énorme potentiel en énergie naturelle identifié au sein de l'UFM (c'est-à-dire près de 12600Mw de capacité hydro électrique, et irradiation solaire entre 800 et 2200 KWh/m2/ an), l'insécurité énergétique demeure dans la région de l'UFM, en particulier dans les zones rurales, reculées et communautés des zones frontalières. Ayant réussi à mettre en place une plateforme sur l'énergie renouvelable et une cuisine propre pour la sous-région de l'UFM, l'Ambassadrice Wesseh a commandé les efforts louables du Dr. Yumkella et son équipe pour avoir travaillé de concert avec le Secrétariat de l'UFM à travers l'initiative TENN. Elle a également remercié les partenaires pour leur volonté de faire partie de la coalition des volontaires pour élargir l'accès à l'énergie et des solutions de cuisson propre pour le développement socio-économique et le bien-être des personnes.

Elle a insisté sur la nécessité de prendre en compte l'électrification rurale dans les processus de planification du développement, car l'accès à l'énergie affecte les aspects socio-économiques, la santé, l'environnement et le bien-être des ruraux pauvres dans les zones frontalières. Elle a également déclaré que l'accès à des options énergétiques propres et modernes contribuerait à réduire les effets du changement climatique et à inverser la dégradation du couvert forestier exploité pour produire du charbon de bois à usage domestique. Elle a conclu en encourageant l'appui des partenaires dans la conduite d'une étude sous-régionale détaillée du secteur énergétique, faciliter l'harmonisation de la politique énergétique et accompagner la mise en œuvre d'une stratégie et d'un programme sous-régionale de ER.

**Début de la Réunion:** Hon. Bärbel Höhn, Représentant spécial pour l'énergie en Afrique, Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement



L'Honorable Bärbel Höhn a planté le décor de la réunion en fournissant un contexte contextuel sur

l'engagement avec le secrétariat de l'UFM et les États membres via TENN. Elle a mentionné que ce partenariat est forgé sur la base de l'intérêt commun pour les énergies renouvelables décentralisées. Par conséquent, l'accent devrait être mis sur **1) la construction d'énergies renouvelables et 2) la fourniture d'un fourneau efficace et propre pour la cuisson, en utilisant des modèles financiers.** L'Honorable Höhn a déclaré que les capitaux privés pour le développement des énergies renouvelables sont essentiels pour fournir un renforcement des capacités sur site aux habitants afin qu'ils puissent réparer et utiliser les énergies renouvelables. Elle a également indiqué que la recherche d'une solution à long terme au défi de l'accès à l'énergie réduira la pauvreté, la faim et atténuera les défis du changement climatique. Elle a promis le soutien du Congrès mondial sur les énergies renouvelables à travers le programme régional EnDev pour faciliter le travail du secrétariat de l'UFM et du TENN avec un réseau de parlementaires au-delà des frontières nationales pour légiférer sur les énergies renouvelables et la cuisson propre, ce qui est essentiel pour lutter contre le déficit énergétique et atteindre les ODD- 7.

**Discours d'Ouverture:** Mme. Gauri Singh, Directrice General Adjoints de l'Agence International de l'Energie Renouvelable (IRENA)



Dans son discours d'ouverture, Mme. Gauri Singh a souligné les efforts du Dr Yumkella pour avoir lancé et maintenir le dialogue

sous-régionale avec les parties prenantes concernées, sur les énergies renouvelables et la cuisson propre, dans les pays membres de l'UFM, notamment de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone ». Elle a mentionné que l'accès à l'énergie et la fourniture de solutions de cuisson propres sont des catalyseurs du développement socio-économique. Elle a fourni des données basées sur l'analyse de l'IRENA, montrant qu'au niveau national et régional (au niveau de la CEDEAO), la demande d'électricité dans la sous-région UFM devrait quadrupler, passant de 7 373 GWh en 2015 à près de 30 000 GWh d'ici 2030.

Elle a noté que l'énergie renouvelable s'avérerait être la réponse la moins chère pour répondre à la demande d'énergie dans la sous-région étant donné qu'elle a un coût financier moindre, améliore le statut socio-économique et les avantages environnementaux en utilisant la technologie des énergies renouvelables. Elle a mentionné que l'énergie est un catalyseur pour atteindre les priorités de développement pour la sécurité alimentaire, le développement rural, les soins de santé et le bien-être, l'eau et l'assainissement, l'éducation, l'autonomisation des jeunes et des femmes en soutenant les petites et moyennes entreprises. Elle a souligné la nécessité de combler le déficit d'accès à l'énergie et de cuisson propre dans la sous-région de l'UFM (à l'exception de la Côte d'Ivoire) en exploitant l'énorme potentiel d'énergie renouvelable (hydroélectricité, solaire et biomasse) dans la sous-région. S'il est correctement utilisé, a-t-elle déclaré, il s'agira d'une option viable pour fournir un accès à l'électricité et à des options de cuisson propres aux citoyens de l'UFM et pourrait mettre la sous-région sur une voie durable qui pourrait conduire à la prospérité et à de faibles émissions de carbone, ne laissant ainsi personne en retard dans les États membres. Mme. Singh a en outre noté que pour atteindre cet objectif, il faudrait investir dans le cadre politique favorisant, le bon type de technologie, l'engagement du secteur privé, le financement (en utilisant des instruments d'investissement tels que les obligations vertes, le financement mixte et un instrument d'atténuation des risques financiers innovant et adapté) pour soutenir les projets pilotes. Les investissements de projet ou le financement à plus grande échelle du secteur privé. Elle a néanmoins reconnu que l'intensification des investissements dans les énergies renouvelables dépendrait de la capacité des décideurs politiques et des institutions financières publiques à identifier et à résoudre les différentes contraintes d'investissement et à atténuer les risques d'investissement auxquels sont confrontés les financements privés. Les gouvernements et les institutions financières publiques ont l'opportunité unique de stimuler l'engagement du secteur privé grâce à des solutions politiques et réglementaires et à des instruments d'atténuation mis en place par les gouvernements. Avec la lutte en cours contre la pandémie de COVID-19 pour une deuxième année, elle a souligné l'importance de l'énergie pour relever le défi actuel, car l'accès à l'énergie a été essentiel dans le diagnostic et le traitement de la maladie et le stockage des vaccins. Mme. Singh a donc soutenu que les énergies renouvelables sont une solution très viable pour répondre à ce besoin urgent, en particulier dans le contexte des soins de santé en milieu rural dans des endroits mal desservis par les infrastructures électriques existantes. Mme. Singh a conclu ses remarques en affirmant qu'une transformation efficace et réussie du paysage énergétique nécessiterait une volonté politique, des investissements à grande échelle et le développement des capacités humaines et institutionnelles. Elle a conclu en réitérant le soutien de l'IRENA à travers ses engagements régionaux et nationaux pour fournir l'assistance requise pour l'étude sur les solutions d'énergie renouvelable et de cuisson propre dans l'Union du fleuve Mano.

## • Session I – Développement du marché des énergies renouvelables MRU dans l'espace du l'UFM

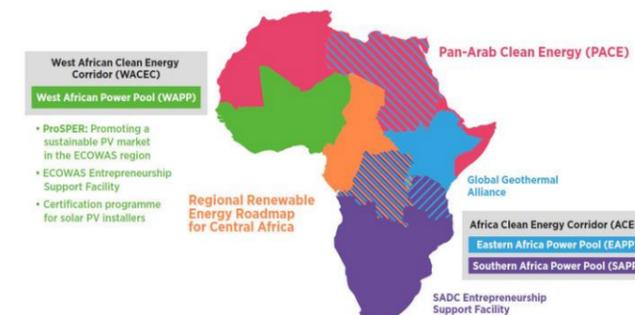
**Présentation:** Dr. Rabia Ferroukhi, Directrice de l'IRENA – Knowledge, Policy and Finance Centre, a fait une présentation sur la contribution de l'IRENA aux énergies renouvelables de l'UFM



Elle a commencé par donner un aperçu de la formation de l'Agence internationale des énergies renouvelables-IRENA, notant que l'IRENA a été créée en tant qu'organisation intergouvernementale en 2011 avec pour siège à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis-EAU.

Selon elle, le mandat de l'IRENA est de « promouvoir l'adoption généralisée et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergie renouvelable dans le monde » avec 164 membres et 20 États en cours d'adhésion. En ce qui concerne l'assistance technique aux États membres en Afrique, Mme. Ferroukhi, a déclaré que le soutien de l'IRENA à l'Afrique est placé sous 5 blocs sous-régionaux, à savoir: **1) Corridor ouest-africain pour l'énergie propre (WACEC) avec un projet en cours appelé le West African Power Pool; 2) Feuille de route régionale des énergies renouvelables pour l'Afrique centrale; 3) Facilité de soutien à l'entrepreneuriat de la SADC avec un projet en cours appelé Southern Africa Power Pool (SAPP); 4) Alliance géothermique mondiale avec des projets en cours appelés Africa Clean Energy Corridor (ACEC) et Eastern Africa Power Pool (EAPP); et 5) Énergie propre panarabe (PACE).**

Figure-1: Carte d'Engagement d'IRENA en Afrique



Le Dr Ferroukhi a mentionné que les services d'accès à l'énergie de l'IRENA pour l'Afrique sont en trois niveaux d'intervention, à savoir **a) Conférence internationale sur les énergies renouvelables hors réseau-IOREC; b) Soutien à l'entrepreneuriat énergétique; et c) Solutions d'énergie renouvelable pour les établissements de santé.** Au niveau mondial, les travaux de l'IRENA sur l'accès à l'énergie pour atteindre l'ODD-7 sont regroupés en sept couches comme suit:

- 👉 **Statistiques sur les énergies renouvelables hors réseau:** rapports annuels sur les statistiques sur les énergies renouvelables hors réseau ; Contribution au rapport de suivi annuel de l'ODD-7.
- 👉 **Analyse des politiques et réglementations:** analyse des politiques et réglementations au niveau des pays. Licences, tarification et interconnexion.
- 👉 **Cadre d'investissement et facilitation de projet:** suivi des investissements dans les technologies d'énergie renouvelable hors réseau ; Plateformes de mobilisation des investissements.
- 👉 **Promotion de l'entrepreneuriat :** Appui à l'entrepreneuriat : Facilité d'appui à l'entrepreneuriat des énergies renouvelables de la CEDEAO et de la SADC.
- 👉 **Avantages et opportunités intersectorielles:** impact des énergies renouvelables hors réseau sur l'emploi et le genre ; Évaluation du potentiel en agriculture et en santé.
- 👉 **Innovation technologique et infrastructure de qualité:** perspectives d'innovation technologique du mini-réseau mettant en évidence l'impact sur les coûts et la fiabilité ; Qualité et normes.
- 👉 **Plaidoyer :**

En conclusion de sa présentation, le Dr Ferroukhi a décrit l'engagement prévu de l'IRENA dans la sous-région de l'UFM, qui comprend:

- I. Les solutions d'énergies renouvelables pour combler le déficit énergétique dans les pays de l'UFM tout en faisant progresser les objectifs de développement environnemental et socio-économique.
- II. Un travail analytique approfondi, qui impliquerait une évaluation des ressources pour la conception de politiques et des outils de facilitation de projet, déployés pour soutenir l'adoption des énergies renouvelables dans la sous-région.
- III. **Premier résultat:** Mener une étude sous-régionale pour analyser le paysage actuel des énergies renouvelables, définir les principaux défis et identifier les actions conjointes prioritaires.

**Intervenant:** Dr. Carsten Hellpap, *Expert Principal en Energie chez EnDev Énergie verte pour le Développement d'Afrique II, et ancien Directeur-Energizing Development-EnDev.*



Représentant EnDev à cet événement, le Dr Carsten Hellpap a expliqué aux participants qu'EnDev est un programme de partenariat multi-donateurs basé sur un partenariat entre les Pays-Bas, l'Allemagne, la Norvège, la Suisse, la Suède et le Royaume-Uni avec des soutiens acheminés par l'intermédiaire de leurs agences de développement respectives.

Le Dr Hellpap a informé les participants que l'orientation thématique d'EnDev se concentre sur la coordination des actions entre les donateurs et les agences d'exécution sur le développement énergétique. Il a également indiqué qu'EnDev soutient l'accès à des services énergétiques modernes, durables et abordables pour les ménages, les entreprises sociales et les PME dans 25 pays en développement à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Il a souligné par ailleurs qu'EnDev fournit les services d'assistance suivants dans le but de faciliter l'accès à l'énergie des ménages, en particulier dans les zones rurales, où la pauvreté énergétique est la plus élevée :

- ❑ **Energie pour les applications domestiques:** fourniture d'énergie moderne pour l'éclairage et le petit électroménager (ex : technologies de l'information et de la communication);
- ❑ **Energie pour la cuisson:** fourniture d'appareils de cuisson et de chauffage efficaces et propres;
- ❑ **Energie pour les infrastructures sociales** (écoles, hôpitaux et centres communautaires): fourniture d'énergie pour l'utilisation d'appareils électriques ainsi que pour la cuisson et le chauffage;
- ❑ **Energie pour les petites et moyennes entreprises, coopératives et artisans:** fourniture de services énergétiques modernes à usage productif, pour la génération de revenus.

Le Dr Hellpap poursuit son propos en informant les participants à l'événement virtuel qu'à travers EnDev, il existe un plan ambitieux pour utiliser les fonds internationaux aussi efficacement que possible en soutenant les systèmes décentralisés tels que les mini-réseaux et les systèmes autonomes pour fournir à la population rurale un niveau d'électricité de base. Le Dr Hellpap a déclaré qu'une condition préalable essentielle à la réalisation de ces interventions repose sur la mise en place d'une plate-forme de données commune accessible à tous, qui comprend à la fois des données de base du secteur de l'énergie et des données de projet. Il a déclaré que le soutien de l'Irena à une étude dans la sous-région UFM contribuerait à établir une plate-forme d'activités coordonnées dans le secteur dans les États membres de l'Union. Il a suggéré que l'Irena devrait donc envisager d'explorer les initiatives locales réussies en cours dans leur étude.

Comme l'extension du réseau est souvent trop chère et économiquement non viable pour fournir un accès à l'électricité aux ménages, aux institutions sociales et aux petites et moyennes entreprises dans les zones rurales, le Dr Hellpap a donc estimé que les entreprises privées n'investiront dans les mini-réseaux décentralisés que si elles ont la caution du pouvoir public de faire fonctionner leurs systèmes sur une plus longue période. Cela nécessite que l'extension du réseau soit prévisible et que les plans correspondants soient accessibles. Il a donc recommandé que les plans pour le réseau national et pour la promotion des systèmes décentralisés soient coordonnés et pris en compte dans les études correspondantes soutenues par l'Irena dans l'UFM.

### • Session II – Croissance à l'accès aux services de cuisine énergétique moderne

**Présentation:** Dr. Yabei Zhang, *Spécialiste en Energie et Cuisson Propre de la Banque Mondiale*



Dr. Yabei Zhang a fait sa présentation en se concentrant sur l'état des lieux des services de cuisson à énergie moderne (MECS) dans les pays de l'UFM. Elle a donné un aperçu de l'agrégation de la population dans les pays de l'UFM n'ayant pas accès à des combustibles et des technologies de cuisson propres, de 2000 à 2018. Selon le rapport 2020 sur l'état de l'accès aux services de cuisson à l'énergie moderne, plus de **43 millions de personnes** dans l'UFM (environ **86 % de la population**) n'ont pas accès à une cuisine propre avec environ 10 millions de personnes considérées en transition avec un accès à des services de cuisine améliorés, et environ 33 millions sont confrontés à des obstacles d'accès significativement plus élevés. Cette tendance s'est traduite par un coût de l'inaction d'environ **17,78 milliards de dollars US/an** agrégé entre Genre (9,02 milliards de dollars US), Santé (6,38 milliards de dollars US), et Climat (2,38 milliards de dollars). Le Dr Zhang a déclaré que l'accélération des progrès vers la réalisation de l'ODD-7 nécessiterait de repenser la façon dont les ménages accèdent à l'énergie de cuisson moderne afin que les solutions soient mieux alignées sur les priorités des utilisateurs. Elle a ensuite présenté le Cadre multi-niveaux (MTF) de la Banque mondiale pour la cuisine, qui est une approche multidimensionnelle à plusieurs niveaux pour mesurer l'accès des ménages aux solutions de cuisson et a souligné l'obstacle suivant au progrès:

- *Manque d'interventions et de solutions qui répondent pleinement aux besoins sous-jacents des ménages ruraux à faible revenu.*
- *Écosystème de cuisson complexe et fragmenté tant pour l'offre que pour la demande du secteur.*

- *Manque de «champions» et de coordination intergouvernementale; et*
- *Absence d'un environnement propice à l'investissement dans le secteur de la cuisine propre.*

Dans sa présentation, le Dr Zhang a illustré comment cette tendance a donné lieu à des opinions variées sur l'accès aux services énergétiques modernes et aux services de cuisson améliorés.



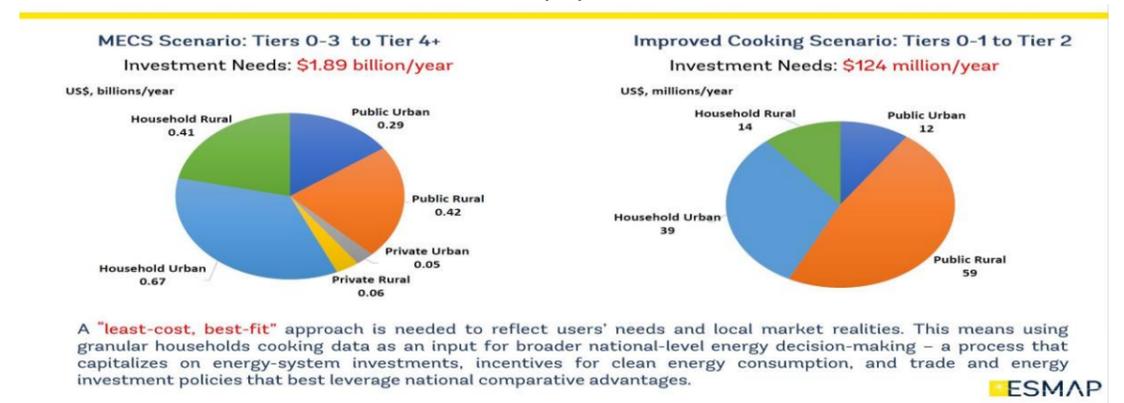
**Figure-2:** Les opinions sur l'accès aux solutions à la cuisine propre

Avec des engagements continus et démontrés par les praticiens/organisations du développement, soutenus par une forte volonté politique, il y a une tendance encourageante émergente, à savoir:

- ☞ *Un engagement croissant et priorité politique aux niveaux mondial et national;*
- ☞ *Des technologies et modèles commerciaux nouveaux et émergents/innovants;*
- ☞ *Une meilleure compréhension des besoins énergétiques de cuisson des ménages et de la dynamique du secteur;*
- ☞ *Une augmentation des ressources financières pour l'accès au MECS; et*
- ☞ *La pandémie du COVID-19 démontre aussi bien des défis que des opportunités futures dans le secteur de la cuisine propre.*

Dans sa présentation, deux voies de transition vers l'accès universel à une cuisine propre d'ici 2030 ont été illustrées comme indiqué ci-dessous:

**Figure-3:** Transition à deux voies vers un accès universel à une cuisine propre



Le Dr Zhang a souligné trois actions prioritaires pour atteindre de l'objectif de l'accès universel à une cuisine propre d'ici 2030:

1. **Créer des coalitions de haut niveau de dirigeants politiques dans les arènes mondiales et nationales pour donner la priorité aux services de cuisson à l'énergie moderne (MECS);**
2. **Formaliser la demande d'énergie de cuisson dans la planification et les stratégies énergétiques nationales; et**
3. **Augmenter le financement public et privé pour le MECS.**

Elle a déclaré les objectifs fondamentaux du Fonds pour la cuisine propre de la Banque mondiale, qui vise à fournir les services de soutien suivants:

- ❑ *Cofinancer et mobiliser des financements concessionnels de la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et attirer les investissements du secteur privé;*
- ❑ *Catalyser les innovations technologiques et commerciales en offrant des incitations aux acteurs des chaînes de valeur de la cuisson propre; et*
- ❑ *Lier les paiements incitatifs à des résultats vérifiés au niveau des extrants, des résultats et de l'impact pour contribuer à une meilleure santé, à l'équité entre les sexes, à la durabilité environnementale et au développement inclusif.*

Pour atteindre ces objectifs, elle a informé les participants que la Banque mondiale a mis à disposition 500 millions de dollars US pour catalyser 2 milliards de dollars US d'investissements dans le but de faire profiter à 200 millions de personnes dans le monde à travers les interventions suivantes:

- **Soutenir un flux important d'entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement offrant des solutions de cuisson propres; et**
- **Développer un marché des obligations à impact pour le secteur de la cuisson propre afin d'attirer un large éventail de sources de financement.**

Elle a conclu sa présentation en indiquant que les pays de l'UFM pourraient accéder à ces financements pour le nettoyage de la cuisine à travers l'initiative de l'IDA pour aider la sous-région à atteindre l'accès universel à la cuisine propre.

**Présentation:** Prof. Ed Brown, Professeur de Global Energy Challenges et Directeur de Recherche du Programme MECS à l'Université de Loughborough



Le professeur Ed Brown a fait une présentation sur le programme "Modern Energy Cooking Services

(MECS)". Le titre de sa présentation était « remettre en question le récit de la cuisine propre » en gardant les pays de l'UFM en perspective. Sa présentation s'est concentrée sur les implications de la cuisson à la biomasse, qui comprennent les effets sur les femmes et les filles ; environnement; risques liés à la santé; coût d'accès aux carburants polluants ; effet des économies; et corrélation avec COVID-19. Le professeur Brown a noté qu'une part substantielle du bois de chauffage pour la cuisson n'est pas récoltée de manière durable et que les émissions de GES provenant des combustibles non renouvelables pour la cuisine représentent environ 1,9% à 2,3% des émissions mondiales de CO2, car la combustion de combustibles solides résidentiels représente jusqu'à 58 % des émissions mondiales de noir de carbone. Il a également noté que d'autres particules de combustion incomplète provenant de la cuisson avec des combustibles non propres contribuent à augmenter le CO2 dans le réchauffement climatique anthropique.

Selon le professeur Brown, s'attaquer à ce problème, qui ne cesse de croître avec la croissance démographique, nécessiterait une priorisation politique (abordant la santé et le changement climatique) sur une cuisine propre, des financements innovants et des modèles de livraison commerciale (GPL comme carburant de transition, éthanol et/ou électricité) pour traiter les implications à la fois locales et mondiales.

L'un des avantages de la cuisson électrique est la possibilité qu'elle offre d'exploiter des capitaux d'investissement substantiels, ce qui contraste directement avec d'autres approches de cuisson. Le professeur Brown a donc mentionné qu'il est de plus en plus nécessaire de débloquer un niveau d'investissement financier pour inverser la tendance actuelle et alimenter le passage à une économie à zéro carbone.

À cette fin, 40 millions de livres sterling sont alloués au programme Modern Energy Cooking Services (MECS) visant à rompre le cycle de développement du «business-as-usual » sur les solutions de cuisson propres, à savoir l'électricité, le gaz, etc. en mettant l'accent sur six stratégies, à savoir:

**Résultat I: Données factuelles, recherches et connaissances** sur les moteurs et les voies permettant aux économies de passer à des services de cuisson énergétique modernes.

**Résultat II: Nouvelles technologies** qui rendent l'utilisation de l'électricité et du gaz plus efficace, plus pratique et plus abordable pour les ménages pauvres.

**Résultat III: Innovation** dans les modèles commerciaux, le financement et la fourniture par le secteur privé de services de cuisson énergétique modernes.

**Résultat IV: Suivi mondial des ODD** qui comprenait des services de cuisson énergétique modernes.

**Résultat V: Inclusion** des services de cuisson énergétique moderne dans la programmation et les prêts d'aide au développement international; et

**Résultat VI: Modification du discours** sur la cuisine pour les personnes impliquées dans une politique et une programmation plus larges d'accès à l'énergie.

À la fin de sa présentation, le professeur Ed Brown, propose les mesures sur la façon de promouvoir la cuisson électrique pour une cuisine propre:

- Promouvoir l'utilisation d'appareils de cuisson électriques efficaces dans les zones connectées au réseau. Assurez-vous que l'extension du réseau peut faciliter la cuisson électrique et maintenir des tarifs bas.
- Soutenir le coût initial des appareils en explorant les subventions.
- Explorer de nouvelles formes de financement carbone basé sur les données pour la cuisson électrique.

**Intervenant:** M. Kimball Chen, Président du Partenariat Mondial LPG.



En sa qualité de leader de l'industrie dans les secteurs du GNL et du GPL, M. Kimball Chen a souligné la création du Partenariat

mondial pour le GPL en tant que partenariat public-privé mandaté par l'ONU, collaborant avec les pays en développement et les institutions internationales pour planifier, financer et mettre en œuvre des projets de GPL. Concernant la rentabilité du GPL en tant qu'option de cuisson propre, M. Chen a déclaré que le GPL nécessite beaucoup moins d'investissement et de temps par rapport à l'investissement et au temps actuellement estimés nécessaires pour fournir de l'électricité pour la cuisson. Il a également souligné que le GPL est rapidement évolutif et qu'il s'agit d'une technologie efficace et éprouvée respectueuse de l'écosystème, ce qui en fait une entreprise et une infrastructure appropriées pour une cuisine propre.

La recherche a montré que le GPL contribue au bien-être humain et environnemental car il (a) contribue à un air plus pur et à une meilleure santé pour les femmes et les enfants exposés à la pollution atmosphérique domestique (HAP), (b) réduit la déforestation, (c) élimine le carbone noir, et (d) réduit les émissions de CO2. Bien que le GPL provienne actuellement des opérations de pétrole et de gaz naturel, le passage d'une cuisson normale avec de la biomasse à une cuisson avec du GPL est meilleur pour le climat et l'environnement. La possibilité émergente de produire du GPL issu de sources renouvelables (bioLPG) à partir de résidus agricoles de déchets solides municipaux fera du GPL une partie de la transition verte à long terme en tant que solution de cuisson attrayante, propre et abordable pour l'Afrique. Compte tenu de la disponibilité de la capacité industrielle et de l'approvisionnement en combustible, le rôle positif du GPL dans la cuisson propre a été apprécié par des institutions mondiales comme l'AIE. C'est la preuve par les projections de l'AIE d'une utilisation accrue à grande échelle du GPL en Afrique. M. Chen a indiqué que la Norvège a récemment publié un rapport soutenant l'utilisation du GPL pour une cuisine propre et que le Royaume-Uni a récemment publié une directive politique soutenant le déploiement du GPL pour une cuisine propre. L'UE a déjà soutenu des études nationales de développement du secteur du GPL dans de nombreux pays africains.

Les dirigeants africains et internationaux ont demandé des centaines de millions de dollars américains de soutien financier du secteur public aux initiatives de cuisson propre en Afrique. M. Chen a conclu en déclarant que le secteur privé a également manifesté son intérêt pour l'augmentation des investissements dans le secteur du GPL en Afrique, d'où la nécessité pour les pays de l'UFM d'entreprendre des études sous-régionale de leurs besoins de développement du secteur du GPL.

**Intervenant:** M. Jonas Moberg, Directeur des Affaires du Gouvernement-Trafigura Group.



Dans son intervention, M. Jonas Moberg a informé les participants que Trafigura Group surnommé LPG4SDG7 est un consortium de 16 entreprises du secteur privé.

LPG4SDG7 est un groupe de coalition du secteur privé qui accélère l'accès à une énergie plus propre pour les plus pauvres du monde. M. Moberg a déclaré que la Coalition travaille avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour assurer un environnement propice à l'attraction de capitaux d'investissement pour commercialiser le gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour une cuisson propre. La présentation de M. Moberg était axée sur le « Développement du marché par le plaidoyer et le partage de bonnes pratiques tout au long de la chaîne d'approvisionnement ». Il a mentionné que, selon le rapport 2020 de la Banque mondiale, environ 4 milliards de personnes, c'est-à-dire la moitié de la population mondiale, n'ont pas accès aux services de cuisine modernes.

Sur la base de ces statistiques épouvantables, M. Moberg a déclaré que Trafigura a donc été créé pour répondre à trois objectifs:

- *To provide cleaner and cheaper energy solutions to the 4 billion, half of the world's population that lacks access to clean cooking.*
- *Aider à prévenir les 4 millions de décès par an et le vaste impact sur le temps et la santé des femmes et des enfants causés par la dépendance de la société aux combustibles solides pour la cuisson. Le GPL est 90 % plus propre que le charbon de bois. et*
- *Arrêter l'une des principales causes de la déforestation. Le bois de chauffage et le charbon de bois sont de loin les combustibles solides les plus couramment utilisés, entraînant la déforestation, des pertes de contrôle de l'érosion, de la biodiversité et de la protection contre les inondations, tout aggravant la crise climatique.*

Pour atteindre ces objectifs, M. Moberg a déclaré que la coalition LPG4SDG7 s'est engagée à contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable 7, pour un accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous, grâce à des marchés croissants pour le gaz de pétrole liquéfié «GPL» pour une cuisine propre. Par conséquent, la Coalition est engagée dans des solutions énergétiques à faibles ou zéro émissions de carbone. Étant donné que le GPL présente des avantages importants pour le climat, la santé et l'environnement par rapport à l'utilisation traditionnelle de la biomasse, le GPL doit donc être considéré comme un carburant de transition avec l'objectif à long terme d'être remplacé par le bioGPL, qui a une émission de carbone inférieure ou nulle.

À cette fin, des plans sont en cours pour établir en 2021 (année en cours) quels seront les **projets commercialement** viables en élaborant une liste standardisée des sujets à traiter, **des approches de financement mixte**, des points de vue de développeurs internationaux sur **des régimes de tarification et des politiques fiscales viables, et les stratégies de plaidoyer et d'éducation**. Le cadre de cette initiative permettra aux sympathisants de pouvoir exprimer leur soutien à la coalition en faisant des déclarations publiques, et/ou de contribuer financièrement à l'effort collectif de la coalition.

Pour opérationnaliser ce plan, M. Moberg a déclaré que Trafigura réunira pour la première fois des banques commerciales et de développement, et des entreprises pour financer la chaîne d'approvisionnement en GPL, ce qui nécessiterait de développer:

- Un cadre pour les projets d'approvisionnement en GPL d'ancrage et de tête de pont, de terminaux et d'électricité.
- A guide and set of **blended and concessionary finance** principles for LPG for cooking, and
- A brief good practice **guide for governments** enabling LPG for cooking.

M. Jonas Moberg a conclu son intervention en faisant référence aux déclarations de soutien des leaders mondiaux dans le domaine des énergies renouvelables.

*«LPG4SDG7 est une nouvelle plate-forme essentielle pour mobiliser les investissements du secteur privé nécessaires à l'élargissement rapide de l'accès à des services de cuisson propre dans les pays en développement. Des millions de vies pourraient être sauvées grâce à de tels partenariats public-privé créatifs».*

**Dr. Kandeh K. Yumkella**, ancien sous-secrétaire général des Nations Unies et PDG Fondateur de Sustainable Energy for All.

*«Lorsque l'engagement, les connaissances et les ressources des dirigeants mondiaux s'unissent, nous pouvons, grâce à l'utilisation du GPL à grande échelle, fournir une cuisine propre et l'objectif de développement durable 7 peut être atteint».*

**M. Kimball Chen**, Président du Global LPG Partnership

*«De nombreux efforts passionnants sont en cours pour tirer parti des taux d'électrification accrus des appareils de cuisson électriques et des solutions innovantes qui utilisent des combustibles renouvelables tels que la biomasse transformée, les biocarburants et le biogaz. Cela dit, environ la moitié de la population mondiale qui n'a actuellement pas accès aux solutions de cuisson modernes n'y aura pas accès de si tôt sans augmenter l'utilisation du GPL. Nous croyons fermement au rôle du GPL en tant que carburant de transition évolutif et propre au sein de ce que nous espérons être un mix énergétique diversifié pour la cuisson dans les pays en développement»*

**M. Peter George**, Co-Gérant, SPARK+ Africa

*«Nous tous dans cette coalition partageons la conviction que nous devons intensifier nos efforts pour lutter contre le réchauffement climatique et contribuer aux objectifs de développement durable des Nations Unies. Chez Trafigura, nous réalisons des investissements importants dans les énergies renouvelables, l'hydrogène et l'ammoniac vert, dans le cadre de nos efforts pour contribuer à la transition énergétique. Malheureusement, ce ne sont pas là des alternatives pour les centaines de millions de personnes qui n'ont pas accès à l'énergie propre et la cuisine en utilisant biomasse, résultant en problème de santé, beaucoup d'émission et en déforestation- A travers cette coalition nous jouons notre partie pour assurer que ce statu quo soit défié, en améliorant l'environnement et la qualité de vie de millions d'Africains».*

**M. Patricio Norris** Co-Directeur LPG Trafigura

### • **Session III – Mobilisation de l'action politique pour la transition énergétique**

**Co-Présidents: M. Nicholas Dunlop**, Secrétaire General du Parlement sur le Climat, et **M. Stefan Schurig**, Conseiller Stratégique au Congrès Mondiale sur les Renouvelables



**Mr. Nicholas Dunlop**



**Mr. Stefan Schurig**

Les coprésidents ont informé les participants que le Climate Parliament (CP) et le Global Renewables Congress (GRC) ont réussi à créer une plate-forme permettant aux experts de partager des recommandations avec les membres des parlements afin qu'ils puissent sensibiliser aux énergies renouvelables (ER) et Cuisson propre (CC).

Pour légiférer sur les réformes de l'ER et du CC, ils ont mentionné que les parlementaires sont au cœur du processus de mobilisation politique. Ils ont donc reconnu la présence de parlementaires des pays de l'UFM pour partager leur expérience. L'Honorable Vincent Willie, président du Comité de l'énergie du Libéria a informé les participants que l'accès à l'énergie reste un défi pour la cuisine. En conséquence, la plupart des habitants du Libéria utilisent le bois de chauffage et le charbon de bois comme principales sources d'énergie.

Les coprésidents ont recommandé que pour sauver des vies de l'effet de la pollution atmosphérique domestique (HAP) provenant de l'utilisation de la biomasse, il est nécessaire d'avoir un budget carbone. Le rôle du parlementaire pour influencer le budget national afin d'intégrer l'action visant à réduire les émissions de carbone est essentiel.

L'Honorable Bärbel Höhn réitère que pour réaliser la transition énergétique, il est nécessaire d'avoir un meilleur cadre énergétique prenant en compte le bien-être des communautés rurales et le partage des meilleures pratiques d'autres pays africains.

Les coprésidents ont conclu que la transition énergétique va au-delà de la création d'électrons, mais contribue à traiter les problèmes de santé, de climat, d'économie et d'environnement et leurs multiples effets. Ils ont exhorté les parlementaires à utiliser leurs comités respectifs pour influencer le changement de politique sur les ER et les CC, ce qui entraînera la création d'emplois verts. L'Honorable Kandeh K. Yumkella a informé les participants que la Sierra Leone a créé un Parlement du climat pour diriger les ER et les CC dans le processus de développement, une pratique que d'autres pays de l'UFM pourraient reproduire.

### • **Clôture**

Dans son mot de clôture, l'hon. Dr. Kandeh K. Yumkella a reconnu la participation de partenaires supplémentaires qui étaient à l'écoute de l'événement virtuel, à savoir le bureau régional de l'USAID à Accra (Dr. Rockefeller Herisse) ; OMS (Maria de l'initiative HEPA) ; Hivos (Eco Matser) ; ENERGIA (Sheila Oparaocha) ; TBI/Power Africa ; Bboxx (Tessa Lee). Il a remercié Sahr Abraham Grass-Sessay de l'ILEM pour avoir fait appel aux services de son cabinet de conseil pour la coordination de l'initiative MRU sur les énergies renouvelables et la cuisson propre au cours des deux dernières années ; Secrétariat de l'UFM Amb. Wesseh et M. Ahmed Diallo pour la collaboration soutenue avec TENN au cours des deux dernières années ; IRENA pour avoir fourni les services logistiques d'hébergement et d'interprétation à la demande de prise en charge de la 11e heure ; Naemie Dubbels du World Future Council et du Global Renewables Congress pour leur contribution financière et technique à la coordination de l'initiative de l'UFM sur l'énergie renouvelable et la cuisson propre.

## • Perspectives

Bien que les principaux obstacles et défis existent, l'engagement du secrétariat de l'UFM et du TENN avec le soutien du partenaire de développement a abouti à la création d'une plate-forme au niveau de la sous-région de l'UFM dans le but de donner la priorité aux énergies renouvelables et à la cuisine propre. Par le biais du plaidoyer et du lobbying, le Secrétariat de l'UFM et TENN poursuivront les actions suivantes:

- ☞ **Établir un protocole d'accord entre l'IRENA et le secrétariat de l'UFM pour l'assistance technique.**
- ☞ **Soutenir l'IRENA dans la définition d'un plan d'action pour mener une étude sous-régionale MRU sur les énergies renouvelables.**
- ☞ **Formaliser le soutien consultatif de TENN au Secrétariat de l'UFM à travers un cadre de partenariat convenu.**
- ☞ **Aider le Secrétariat de l'UFM à demander le fonds IDA de la Banque mondiale pour soutenir les énergie renouvelable et la cuisson propre dans la sous-région.**
- ☞ **Suivi sur MECS et ESMAP pour accompagner l'étude MRU sur l'énergie renouvelable et la cuisson propre.**
- ☞ **Convoquer d'ici au 4e trimestre 2021 ou au 1er trimestre 2022 une réunion ministérielle pour prioriser les énergies renouvelables et la cuisson propre dans l'UFM.**
- ☞ **Encourager l'engagement du secteur privé par le biais du Partenariat mondial LPD et de l'initiative LPG4SDG7 pour aider à combler le déficit énergétique dans les pays de l'UFM en ayant un marché régional d'intégration énergétique du GPL.**

# Agenda de la Réunion

**Mercredi 7 Avril 2021**

Modérateur – Hon. Dr. Kandeh K. Yumkella, Fondateur & CEO of The Energy Nexus Network (TENN)

**09:00 – 09.20**

- ☐ **Mot de Bienvenue:** Amb. Medina Wesseh, Secrétaire Général, **Secrétariat de l'UFM**
- ☐ **Début de la Réunion:** Bärbel Höhn, Représentante Spéciale pour l'Energie en Afrique au Ministère Fédéral pour le Développement Economique et la Coopération (**BMZ**)
- ☐ **Discours d'Ouverture:** Ms. Gauri Singh, Directrice General Adjointe de l'**IRENA**

## Session I – Développement du Marche de l'Energie Renouvelable

**09:20 – 09.50**

- „ **Présentation:** Rabia Ferroukhi, Directrice – Centre Finance et Politique **IRENA**
- „ **Intervenant:** Dr. Carsten Hellpap, Programme **GIZ-EnDev**
- „ **Q&A** Parlementaires sur ER & CP et Point Focaux des Pays de l'UFM

## Session II – Accroissement de l'Access aux services d'Energie Moderne de Cuisson

**09:50 – 10.20**

- „ **Présentation:** Ms. Yabei Zhang, Spécialiste en Energie et Cuisson Propre de la Banque Mondial
- „ **Présentation:** Ed Brown- Programme MECS de l'Université de Loughborough
- „ **Intervenant:** Kimball Christopher Chen, Président du **Partenariat Mondial LPG** & Jonas Moberg, Directeur des Affaires du Gouvernement -**Trafigura**
- „ **Q&A** Parlementaires sur ER & CP et Point Focaux des Pays de l'UFM

## Session III – Mobilisation de l'Action Politique pour Une Transition de l'Energie

**10:20 – 10.50**

- „ **Co-Présidents:** Nicholas Dunlop, Parlement sur le Climat & Stefan Schurig, Congre Mondiale sur les Renouvelable.
- „ **Intervention des Parlementaires / Point Focaux des Pays de l'UFM:** Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, and Sierra Leone

## Clôture et Perspectives

**10:50 – 11.00**

- „ Amb. Medina Wesseh, Secrétaire Général, l'UFM Secrétariat
- „ Hon. Dr. Kandeh Yumkella, Fondateur & PDG de TENN

## Références

- <http://www.lpg4sdg.org>
- <http://www.ilem-africa.org>
- [https://www.esmap.org/cooking\\_with\\_electricity\\_a\\_cost\\_perspective](https://www.esmap.org/cooking_with_electricity_a_cost_perspective)
- <https://www.esmap.org/the-state-of-access-to-modern-energy-cooking-services>
- <https://greeninclusiveenergy.org/document/beyond-fire-how-to-achieve-electric-cooking>
- <http://documents1.worldbank.org/curated/en/937141600195758792/pdf/The-State-of-Access-to-Modern-Energy-Cooking-Services.pdf>
- <https://mecs.org.uk/blog/assessing-potential-for-biolpg-production-and-use-within-the-cooking-energy-sector-in-africa-a-ground-breaking-new-report-issued-by-mecs-and-the-global-lpg-partnership/>

## COORDINATION:



Institute of Leadership, Environment and Management (ILEM)

Website: [www.ilem-africa.org](http://www.ilem-africa.org)

## CONTACT

Sahr Abraham Grass-Sessay  
Consultant de la Coordination

Coalition des Leaders Politique pour l'Energie Renouvelable et la Cuisson Propre en Afrique

Telephone: +232 80 033 124; WhatsApp: +225 58 22 91 11

E-Mail: [abraham@ilem-africa.org](mailto:abraham@ilem-africa.org) ; [abrahamsessay@yahoo.com](mailto:abrahamsessay@yahoo.com)